

## Revue des sommaires

Mercredi 8 février 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
9 février 2023  
n° 5 / 7982<sup>e</sup>  
pages 233 à 288



## ÉDITORIAL

233 Écriture automatisée: extension du domaine des possibles, Guillaume Valdelièvre

## ACTUALITÉS

- 238 Saisie-contrefaçon (secret des affaires): placement sous séquestre provisoire
- 239 Sexe neutre (respect de la vie privée): pas de condamnation de la France
- 240 Mandat d'arrêt européen (exécution): risque de violation d'un droit fondamental
- 245 Cycle de conférences (Cour de cassation): penser les pratiques juridictionnelles

## POINTS DE VUE

- 246 Vers un droit international privé européen de la filiation?, Samuel Fulli-Lemaire
- 248 Cher collègue, vous ne l'avez pas lu pour nous..., Gustavo Cerqueira

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 254 Panorama: Droit des contrats, Romain Boffa et Mustapha Mekki
- 269 Notes: Précisions sur la consultation du FICP et le devoir de mise en garde, note sous Civ. 1<sup>e</sup>, 23 nov. 2022, Jérôme Lasserre Capdeville
- 274 Fixation des honoraires d'avocat par le juge de l'honoraire et principe dispositif: embarcation sur le Radeau procédural de La Méduse!, note sous Civ. 2<sup>e</sup>, 6 oct. 2022, Laurent-Olivier Sinclair
- 279 Qualification du contrat d'entreprise et applicabilité de la garantie légale de conformité, note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 12 oct. 2022, Rebecca Frerling
- 284 Les conditions de la transmission automatique du bail rural au profit du conjoint du preneur décédé, note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 16 nov. 2022, Franck Roussel

## ENTRETIEN

- 288 Anne-Sophie Tabau – La création d'un fonds pour faire face aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques



Version numérique incluse\*



322305



**DA**LOZ  
Lefebvre Dalloz

# Recueil Daloz

Tour Lefebvre Daloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La Défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66  
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Sylvie FAYE

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HÉLÈNE HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAYEN, NICOLAS DISBAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMEAU

## RÉDACTION

### DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

### RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (5379)

### CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Credit-Gamme : Véronique AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>re</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny ELEY-GUILBAUD

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Yvette NAY, Directrice

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@daloz.fr

Relations clients : Corinne ROUTIER, Responsable

Tél : 01 83 10 10 10

Service public : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél : 01 40 92 20 24 - publics@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2023

## Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

# SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

Guillaume Valdélièvre

233

Écriture automatisée :  
extension du domaine des possibles



## 236 DROIT DES AFFAIRES

### Concurrence-Distribution

Entente (ordre des architectes): compétence de l'Autorité de la concurrence, Com. 1<sup>re</sup> févr. 2023

### Consommation

Transport de déménagement (avarie): délai de l'action en responsabilité, Civ. 1<sup>re</sup>, 1<sup>re</sup> févr. 2023

Contrat hors établissement: accomplissement de l'obligation d'information, Civ. 1<sup>re</sup>, 1<sup>re</sup> févr. 2023

### Entreprise en difficulté

Banqueroute (éléments constitutifs): augmentation frauduleuse du passif, Civ. 1<sup>re</sup> févr. 2023

### Propriété intellectuelle

Saisie-contrefaçon (secret des affaires): placement sous séquestre provisoire, Com. 1<sup>re</sup> févr. 2023

## 239 DROIT CIVIL

### Famille-Personne-Succession

Sexe neutre (respect de la vie privée): pas de condamnation de la France, CEDH 31 janv. 2023

## 239 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

### Droit pénal

Peine (confiscation): changement de fondement textuel, Crim. 1<sup>re</sup> févr. 2023

### Procédure pénale

Mandat d'arrêt européen (exécution): risque de violation d'un droit fondamental, CJUE 31 janv. 2023

Prescription (contravention): réparation des atteintes à la voirie routière, Crim. 31 janv. 2023  
Saisie pénale (immunité pénale): crime contre l'humanité, Crim. 1<sup>re</sup> févr. 2023

## 242 DROIT PUBLIC

### Droit administratif

« Contrôler l'immigration, améliorer l'intégration »: présentation du projet de loi

### Santé publique

Médicament (mise sur le marché): défaut de qualification de « principe actif », Soc. 1<sup>re</sup> févr. 2023

## 243 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

### Droit du travail

Lanceur d'alerte (licenciement): office du juge des référés, Soc. 1<sup>re</sup> févr. 2023

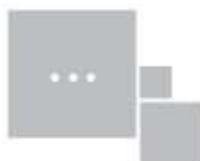
Licenciement économique (priorité de réembauche): prescription de l'action, Soc. 1<sup>re</sup> févr. 2023

Élections professionnelles (établissements distincts): fixation du périmètre, Soc. 1<sup>re</sup> févr. 2023

## 245 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

### Procédure civile

Cycle de conférences (Cour de cassation): penser les pratiques juridictionnelles



## POINTS DE VUE

246

Vers un droit international privé européen de la filiation?  
par Samuel Fulli-Lemaire

248

Cher collègue, vous ne l'avez pas lu pour nous...  
par Gustavo Cerqueira



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

249

La saisie des immeubles par destination et des meubles par anticipation  
par Jean-Denis Pellier

### PANORAMA

254

Droit des contrats  
Janvier 2022 – janvier 2023  
par Romain Boffa et Mustapha Mekki

### NOTES

269

Précisions sur la consultation du FICP et le devoir de mise en garde, note sous Ov. 1<sup>e</sup>, 23 nov. 2022  
par Jérôme Lasserre Capdeville

274

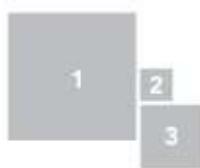
Fixation des honoraires d'avocat par le juge de l'honoraire et principe dispositif: embarcation sur le Radeau procédural de La Méduse, note sous Ov. 2<sup>e</sup>, 6 oct. 2022  
par Laurent-Olivier Sinclair

279

Qualification du contrat d'entreprise et applicabilité de la garantie légale de conformité, note sous Ov. 3<sup>e</sup>, 12 oct. 2022  
par Rebecca Frerig

284

Les conditions de la transmission automatique du bail rural au profit du conjoint du preneur décédé, note sous Ov. 3<sup>e</sup>, 16 nov. 2022  
par Franck Roussel



## ENTRETIEN

288

Anne-Sophie Tabau – La création d'un fonds pour faire face aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)

## JURISPRUDENCE

### Sociétés par actions

Expertise judiciaire portant sur des conventions intragroupe  
Versailles, 20 octobre 2022,  
note Dominique Schmidt p. 89

### Sociétés par actions simplifiées

Compléter les statuts mais sans y déroger : l'art délicat des actes extrastatutaires dans la SAS  
Com. 12 octobre 2022,  
note Arnaud Reygrobelle p. 92

### Droit des sociétés cotées

Audition de la personne poursuivie et caractère précis de l'information privilégiée  
Com. 30 novembre 2022,  
note Thierry Bonneau p. 98

### Droit européen des sociétés

Critique de la CJUE à l'égard de l'accessibilité des informations sur les bénéficiaires effectifs  
CJUE 22 novembre 2022 (2 arrêts),  
note Jérôme Lasserre Capdeville p. 111

### Droit fiscal des sociétés

Défiscalisation : de l'erreur sur les motifs à l'erreur sur les qualités substantielles  
Com. 22 juin 2022,  
note Sébastien Jambort p. 115

# REVUE DES SOCIÉTÉS

Février 2023 - n° 2

## ÉTUDE

### La RSE, le masque et la plume

Nicolas Cuzacq

p. 71

## CHRONIQUES

### Chronique de droit européen des sociétés

— *La directive européenne du 23 novembre 2022 et l'accès des femmes aux postes d'administrateurs et de dirigeants exécutifs*

Benoit Lecourt

p. 119



Version numérique incluse\*



**DAILOZ**

Lefebvre Dalloz

<b>Actualités</b>	<b>66</b>
par Bénédicte François	
<b>Étude</b>	<b>71</b>
La RSE, le masque et la plume Nicolas Cuzacq	71
<b>Jurisprudence</b>	<b>84</b>
Cession d'actions	
Couverture par la garantie de passif des indemnités dues en cas de requalification d'un contrat de mission en CDI Note sous Com. 21 sept. 2022 note Sandie Lacroix-De Sousa	84
Sociétés par actions	
Expertise judiciaire portant sur des conventions intragroupe Note sous Versailles, 20 oct. 2022 note Dominique Schmidt	89
Sociétés par actions simplifiées	
Compléter les statuts mais sans y déroger : l'art délicat des actes extrastatutaires dans la SAS Note sous Com. 12 oct. 2022 note Arnaud Reygrobelle	92
Droit des sociétés cotées	
Audition de la personne poursuivie et caractère précis de l'information privilégiée Note sous Com. 30 nov. 2022 note Thierry Bonneau	98
Droit pénal des sociétés	
Fraude fiscale et omission d'écritures comparables : double déclaration de culpabilité Note sous Crim. 22 juin 2022 note Bernard Bouloc	104
Entreprises en difficulté	
Responsabilité pour insuffisance d'actif : n'avoir qu'un seul client et ne pas réussir à le garder ne constitue pas une faute de gestion Note sous Com. 13 avr. 2022 note Julie Gallois	106
Droit européen des sociétés	
Critique de la CJUE à l'égard de l'accessibilité des informations sur les bénéficiaires effectifs Note sous CJUE 22 nov. 2022 (2 arrêts) note Jérôme Lasserre Capdeville	111
Droit fiscal des sociétés	
Défiscalisation : de l'erreur sur les motifs à l'erreur sur les qualités substantielles Note sous Com. 22 juin 2022 note Sébastien Jambort	115
<b>Chronique de droit européen des sociétés</b>	<b>119</b>
par Benoît Lecourt	



### QUESTION D'ACTUALITÉ

#### LE CONTRÔLE DES PRIX EXCESSIFS

Un bilan du contrôle en droit des pratiques anticoncurrentielles et en droit des contrats par Mes Vogel

27



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



#### À LA UNE

**Biens de l'entreprise - Marque :**  
vers une responsabilité  
des sites de vente en ligne  
pour les contrefaçons vendues  
par des tiers

12

**Et aussi... - Formalités**  
des entreprises : le site Infogreffe  
partiellement rouvert

16

**Question pratique -**  
L'accession en cas de travaux  
dans les lieux loués : un levier  
de déplafonnement soumis à l'aléa  
judiciaire

32



EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



## Sociétés

- 4 - Condition de validité d'un coup d'accordéon
- 4 - Registre des bénéficiaires effectifs
- 5 - Mission du commissaire aux compte relative à la taxonomie environnementale
- 6 - Relèvement de fonctions d'un commissaire aux comptes
- 7 - Mixité dans les organes sociaux des sociétés cotées

## Entreprise en difficulté

- 8 - Demande en restitution d'un bien par le crédit-bailleur
- 9 - Offre d'achat d'un immeuble d'une société en liquidation judiciaire

## Contrats

- 10 - Indemnisation des préjudices résultant de vices cachés

## Finances de l'entreprise

- 10 - Devoir de mise en garde de la banque prêteuse
- 11 - Devoir de mise en garde de la banque à l'égard de l'emprunteur

## Biens de l'entreprise

- 12 - Responsabilité des sites de vente en ligne pour les contrefaçons vendues par des tiers

## Concurrence

- 13 - Application de l'interdiction de l'obtention d'un avantage sans contrepartie ou disproportionné
- 14 - Pratiques commerciales illicites entre entreprises au sein de l'UE
- 15 - Règlement intérieur de l'Autorité de la concurrence

## Consommation

- 15 - Remboursement des frais de scolarité et clause abusive

## Et aussi...

- 16 - Formalités électroniques des entreprises
- 16 - Etendue du droit d'accès aux données personnelles
- 17 - Habilitation familiale : étendue des pouvoirs de la personne habilitée

## Commentaires

- 19 - Nouveautés des lois de finances pour 2023 en droit des affaires
- 21 - Maintien des aides de trésorerie pour les entreprises
- 22 - Aide destinée à compenser la hausse du prix de l'énergie
- 24 - Formalités dans les sociétés d'exercice des professions de notaire et de commissaire de justice

## Question pratique

- 32 - L'accession en cas de travaux dans les lieux loués : un levier de déplafonnement soumis à l'aléa judiciaire

## Veille

- 34 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



27

### LE CONTRÔLE DES PRIX EXCESSIFS

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **L'agent commercial qui a commis une faute grave peut avoir droit à une indemnité de fin de contrat**

Cass. com. 16-11-2022 n° 21-17.423 FS-B : Décisions 71

La faute grave commise par un agent commercial avant la résiliation de son contrat, mais qui n'a pas justifié cette rupture, soit qu'il n'en a pas été fait état dans la lettre de résiliation et qu'elle a été découverte après par le mandant, soit que la résiliation du contrat est justifiée par des circonstances imputables au mandant, ne prive pas l'agent de son droit à une indemnité de rupture.

### **Exercice de l'action sociale ut singuli en cas de conflit d'intérêts entre la société et son dirigeant**

Cass. com. 9-11-2022 n° 20-19.077 F-B : Décisions 78

Lorsque existe un conflit d'intérêts entre la société et son représentant légal, l'action sociale exercée par un associé n'est recevable que si la société est représentée par un mandataire ad hoc, qu'il appartient au juge de désigner à la demande de l'associé ou du représentant légal ou, à défaut, d'office.

### **L'accès du grand public aux informations sur les bénéficiaires effectifs invalidé**

CJUE 22-11-2022 aff. jtes 37/20 et 601/20 : Décisions 79

La disposition de la directive UE/2018/843 du 30 mai 2018 imposant l'accessibilité au public des informations sur les bénéficiaires effectifs est invalide pour violation du droit au respect de la vie privée et familiale et du droit à la protection des données à caractère personnel.

### **Les textes sur les clauses d'exclusion dans les SAS ne violent pas le droit de propriété de valeur constitutionnelle**

Cons. const. 9-12-2022 n° 2022-1029 QPC : Décisions 93

Le Conseil constitutionnel déclare conformes au droit de propriété, constitutionnellement protégé, les articles L 227-16 et L 227-19, al. 2 du Code de commerce, qui régissent les clauses statutaires d'exclusion dans les SAS.

## Responsabilité de la banque ayant payé un chèque falsifié

Cass. com. 9-11-2022 n° 20-20.031 FS-B : Décisions 106

La banque tirée qui paye un chèque sur lequel le nom du bénéficiaire a été falsifié ne prouve pas qu'elle a satisfait à son devoir de vigilance en produisant une copie de mauvaise qualité de ce chèque, qui ne permet pas de constater l'absence d'anomalie apparente.

## La CJUE précise l'application du principe « ne bis in idem » en matière de concurrence

CJUE 22-3-2022 aff. 117/20 et

151/20 : Décisions 110 et chronique p. 7

Deux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne apportent une contribution notable à l'application du principe « ne bis in idem » en matière de concurrence, notamment lorsque l'entreprise a fait l'objet d'un programme national de clémence.

## Conséquences civiles de la méconnaissance d'engagements dans le cadre d'une concentration

Cass. com. 16-11-2022 n° 21-19.728 FS-D : Décisions 111

Les engagements souscrits dans le cadre de l'autorisation d'une opération de concentration créant des obligations en faveur des entreprises qui interviennent sur le marché concerné, leur méconnaissance est en soi constitutive d'une faute civile et crée nécessairement à ces entreprises un trouble commercial constitutif d'un préjudice, fût-il seulement moral.

## Le non-respect d'un contrat de licence de logiciel peut être sanctionné par la contrefaçon

Cass. 1<sup>e</sup> civ. 5-10-2022 n° 21-15.386 FS-B : Décisions 117

Le créateur d'un logiciel peut agir en contrefaçon contre son cocontractant, bénéficiaire d'une licence d'exploitation de ce logiciel, même si l'atteinte à ses droits d'auteur résulte du non-respect de cette licence ouvrant droit à une action en responsabilité contractuelle.

## Conditions de validité de la conservation et de l'accès aux données de connexion

Cass. crim. 12-7-2022 n° 21-83.710FS-BR, n°

21-83.820 FS-B, n°

21-84.096 FS-B et n°

20-86.652 FS-B : Décisions 132

Par quatre décisions rendues le 12 juillet 2022, la Cour de cassation tire les conséquences des arrêts de la CJUE concernant les conditions de validité de la conservation et de l'accès aux données de connexion.

RJDA 2023  
(c) 2023 Editions Francis Lefebvre

# Contrats Concurrence Consommation, n° 2 du 01 février 2023

## Sommaire du numéro

### Repère



NÉGOCIATION COMMERCIALE

**Le solidarisme commercial : négociation collective et risque en matière de négociation commerciale**

N° 2 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

### Alertes



FOCUS | FTC

**Epic Games face au régulateur : Fortnite échoue à l'examen de la FTC**

N° 5 - Par Nils MONNERIE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉNERGIE

**Règles NEBEF : définition du barème de versement profilé entre le 1er janvier et le 31 janvier 2023**

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉNERGIE

**Modalités de mise en place du bouclier tarifaire électrique et de l'amortisseur électrique pour les consommateurs non domestiques éligibles**

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | CONSOMMATION

**Du 29 décembre 2022 au 4 janvier 2023**

N° 8

[Consulter le PDF](#)

### Étude



DROIT DE LA FRANCHISE

**Actualité du droit de la franchise 2022**

N° 2 - Par Jean-Baptiste GOUACHE et Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires



CONTRATS | CLAUSE VIDANT DE SUBSTANCE UNE OBLIGATION ESSENTIELLE

**Où un lien apparaît entre l'article 1170 du Code civil et l'article L. 113-1 du Code des assurances**

N° 19

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CONDITION SUSPENSIVE DE L'OBTENTION D'UN PRÊT

**Indication d'un montant maximum du prêt devant être demandé : quelles conséquences ?**

N° 20

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

**[Garantie d'éviction : une simple réclamation d'un tiers ne suffit pas](#)**

N° 21

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

**[Yuca et l'usage de nitrites dans les produits de charcuterie : fin de partie ?](#)**

N° 22 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

**[Modification des conditions commerciales renégociées en cours de préavis](#)**

N° 23 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

**[Relation commerciale rendue précaire et appel d'offres privé](#)**

N° 24 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

**[Évaluation du préjudice : à la recherche de la marge perdue](#)**

N° 25 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

**[Pouvoir de la DGCCRF](#)**

N° 26 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

**[Juridictions spécialisées](#)**

N° 27 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

**[Rupture brutale et marque de distributeur](#)**

N° 28 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS NUMÉRIQUES

**[La Commission publie un projet de règlement de mise en oeuvre du DMA](#)**

N° 29 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

**[L'Avocat général Rantos défend les fédérations sportives au nom de la spécificité du modèle sportif européen](#)**

N° 30 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | SUBVENTIONS ÉTRANGÈRES

**[L'Union européenne active de nouvelles défenses commerciales](#)**

N° 31 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATIONS

**[Unscramble the egg ? La Commission européenne dévoile comment déconcentrer Illumina](#)**

## et GRAIL

N° 32 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSES ABUSIVES

### [Confirmation du caractère imprescriptible du réputé non écrit](#)

N° 33 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRATIQUE COMMERCIALE TROMPEUSE

### [Loterie publicitaire : détermination du préjudice en cas de non-perception des gains promis](#)

N° 34 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | SURENDETTEMENT

### [Conditions de la clôture de rétablissement personnel pour insuffisance d'actif en l'absence de liquidation judiciaire](#)

N° 35 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PLATEFORME DE RÉSERVATION DE LOCATION SAISONNIÈRE

### [Plateforme de réservation de location saisonnière](#)

N° 36 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | ACTION DE GROUPE

### [Action de groupe](#)

N° 37 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

## Formule



CONTRATS

### [Les promesses de porte-fort](#)

N° 2 - Par Charles-Édouard BUCHER

[Consulter le PDF](#)

# Journal du Droit international Clunet, n° 1 du 01 janvier 2023

## Sommaire du numéro

### Doctrine



DROIT INTERNATIONAL MARITIME

**Les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic dans les détroits internationaux**

N° 1 - Par Syméon KARAGIANNIS

PRATIQUE ANTICONCURRENTIELLE

**L'adaptation des règles de compétence juridictionnelle issues du règlement Bruxelles I bis aux actions en réparation des préjudices causés par une pratique anticoncurrentielle**

N° 2 - Par Valérie PIRONON

### Variétés



DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

**Les agences de notation de crédit et leurs activités de rating, un regard à travers le prisme du droit international public**

N° 1 - Par Francesco SEATZU et Paolo VARGIU

ÉTATS-UNIS

**Le rôle des collectivités fédérées dans la politique climatique internationale des États-Unis**

N° 2 - Par Ludovic CHAN-TUNG

### Commentaires



FRANCE | CONFLIT DE LOIS

**Interrogations autour de l'application de l'article 202-1, alinéa 1er in fine du Code civil**

N° 1 - Par Maud MINOIS

FRANCE | CONFLIT DE JURIDICTIONS

**Le jeu d'un for national exorbitant à l'égard de défendeurs de pays tiers à l'Union européenne**

N° 2 - Par Carine BRIÈRE

FRANCE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

**Le contrôle de la conformité de la sentence à l'ordre public international**

N° 3 - Par Éric LOQUIN

FRANCE | CONFLIT DE JURIDICTIONS

**La notion de résidence habituelle et l'accès au for européen devant la Cour de justice de l'Union européenne en droit international privé de la famille**

N° 4 - Par Delphine PORCHERON

FRANCE | CONFLIT DE JURIDICTIONS

## **Règlement Successions : le juge doit relever d'office sa compétence subsidiaire**

N° 5 - Par Cédric LATIL

FRANCE | ARBITRAGE INTERNATIONAL

## **Arbitrage et règlement Bruxelles I**

N° 6 - Par Dominique HASCHER



## **Chroniques**

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

### **Chronique de jurisprudence de la Cour internationale de Justice (2021-2022)**

N° 1 - Par Yann KERBRAT et Guillaume LE FLOCH

TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT | TRIBUNAL ARBITRAL DU SPORT

### **Chronique des sentences arbitrales**

N° 2 - Par Johanna GUILLAUMÉ et Éric LOQUIN



## **Bibliographie**

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL DES INVESTISSEMENTS

### **International Energy Investment Law**

N° 1 - Par Guido CARDUCCI

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

### **La résurgence du droit au développement, Recherche sur l'humanisation du droit international**

N° 2 - Par Ali BENCHENE

COMPTE RENDUS D'OUVRAGES | DROIT AÉRIEN

### **Manuel de droit aérien. Souveraineté et libertés dans la troisième dimension**

N° 3 - Par Ghislain POISSONNIER

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 5 du 06 février 2023

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit



ÉDITO

#### **CJR sous contrôle**

N° 153 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | COUR DE CASSATION

#### **Nicolas Bonnal, président de la chambre criminelle**

N° 154 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

#### **L'étendue et les limites des pouvoirs de saisie des enquêteurs de l'AMF**

N° 155 - Par Haritini MATSOPOULOU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### **L'interruption des délais pour conclure produit ses effets jusqu'à l'expiration de la mission du médiateur même si des pourparlers entre les parties se poursuivent au-delà**

N° 156 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### **Intimé non constituant : le juge n'a pas à vérifier d'office si l'appelant a signifié ses conclusions dans le délai imparti**

N° 157 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### **Ordonnance sur requête : une confirmation et une occasion manquée**

N° 158 - Par Sylvian DOROL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### **Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 janvier 2023**

N° 159

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

#### **Assurance des pertes d'exploitation et Covid-19 : la Cour de cassation valide la clause d'exclusion du contrat AXA**

N° 160 - Par Agnès PIMBERT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | AUTORITÉ PARENTALE

#### **La déclaration de délaissément libératrice du lien biologique de l'enfant ?**

N° 161 - Par Aline CHEYNET DE BEAUPRÉ

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### **Quand la communication par voie électronique se heurte au mur du Premier président de la cour d'appel**

N° 162 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

**Publication d'une circulaire sur la communication judiciaire du procureur et des services d'enquête sur des affaires en cours**

N° 163

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 19 janvier au 1er février 2023**

N° 164

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 2 au 15 janvier 2023**

N° 165

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | AVOCATS

**Extension de la prohibition de la transcription des correspondances de l'avocat à celles échangées avec un proche de son client**

N° 166 - Par Nicolas JEANNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

**Publication d'une nouvelle circulaire relative à la procédure de traitement du surendettement des particuliers**

N° 167

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ACTIONS DE GROUPE

**UE : la France épingle pour la non-transposition de la directive sur les actions de groupe**

N° 168

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

**Vente en ligne dans l'UE : 37 % des sites examinés ont recours aux « interfaces truquées »**

N° 169

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 26 janvier au 1er février 2023**

N° 170

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 janvier 2023**

N° 171

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

**Précisions sur le droit relatif aux opérations de paiement non autorisées**

N° 172 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CHÔMAGE-EMPLOI

**Loi « Marché du travail » : le décret relatif au régime d'assurance chômage est publié**

N° 173

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 26 janvier au 1er février 2023**

N° 174

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 janvier 2023**

N° 175

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

**Tierce opposition et refus d'autorisation**

N° 176 - Par Clemmy FRIEDRICH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 26 janvier au 1er février 2023**

N° 177

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PUBLIÉS

**Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 22 janvier 2023**

N° 178

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CAUTIONNEMENT

**Le sort incertain du dirigeant caution de sa société**

N° 179 - Par Julien COUARD

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

**Théorie ET pratique**

N° 180 - Par Jean-Baptiste PERRIER

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Maîtriser les risques de l'intelligence artificielle : entre éthique, responsabilisation et responsabilité**

N° 181 - Par Alexandra BENSAMOUN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SPORTS

**Droit du sport**

N° 182 - Par Romain BOFFA, Nathalie BLANC, Manuel GROS, Bernard HAFTEL,

Franck LE MENTEC et Jean-Philippe TRICOIT

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

**Le banquier face au risque pénal**

N° 183

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

**L'entreprise face aux défis environnementaux. Actes de la journée du 3 juin 2021**

N° 184 - Par Arnaud CASADO

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

EN QUESTIONS | CRIMES ET DÉLITS

**Vers un engagement à une échelle inédite de la responsabilité pénale internationale des entreprises françaises**

N° 185 - Par Félix DE BELLOY et Laureen MASSON

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | OUVRAGES

**3 questions à Fanny Dessainjean, docteur en droit privé, université de Rouen Normandie, chercheur associé du CUREJ**

N° 186

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**À l'AG de la Conférence des bâtonniers, le garde des Sceaux invite les avocats à « jouer le jeu » de l'amiable**

N° 187 - Par Elise FILS

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**Procédure civile : une charte de présentation des écritures signée à la Cour de cassation**

N° 188

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**L'ancien délai dérogatoire pour conclure n'était applicable devant la cour d'appel qu'à l'égard des avocats constitués**

N° 189

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COMMISSAIRES DE JUSTICE

**Premiers voeux de la profession de commissaire de justice**

N° 190

[Consulter le PDF](#)

# Actualité des procédures collectives, n° 3 du 03 février 2023

## Sommaire du numéro

### Repère

LIQUIDATION JUDICIAIRE

**Conditions du maintien provisoire de l'activité d'une exploitation agricole en liquidation judiciaire**

N° 30 - Par Christine LEBEL

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ASSIGNATION D'UN CRÉANCIER

**Point de départ du délai d'un an en cas de radiation du RCS mentionnant une date de fin d'activité antérieure**

N° 31 - Par Laurence FIN-LANGER

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

**Quand le Code de procédure civile vient au secours du créancier qui ne respecte pas le délai de 30 jours pour contester la proposition du mandataire !**

N° 32

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

**À quel moment le salarié doit-il être informé du motif du licenciement quand il adhère à un contrat de sécurisation professionnelle ?**

N° 33

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

**Compétence du juge administratif pour statuer sur de simples avis émis par la Direccte à l'occasion de l'examen d'un projet de PSE**

N° 34

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

**Interdiction des paiements et présomption pour l'entreprise d'être à jour de ses cotisations sociales !**

N° 35 - Par Laurence FIN-LANGER

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS ET DROITS DU VENDEUR DE MEUBLES

**L'absence de renouvellement de la publicité du crédit-bail mobilier en cas de procédure collective du crédit preneur et ses conséquences**

N° 36 - Par Aïda BENNINI

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

**Liquidation judiciaire d'une exploitation agricole : conditions de la prise en compte de l'année culturelle en cours pour le maintien de l'activité**

N° 37

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

**Rappel : régularisation possible de l'appel interjeté par le débiteur seul en dépit de son dessaisissement**

N° 38

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

**Précision sur le délai de prescription de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif**

N° 39

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | INTERDICTION DE GÉRER

**Rappel : les causes de l'interdiction de gérer sont limitatives**

N° 40

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

**Le greffe doit-il convoquer le débiteur dans tous les cas de conversion d'un redressement en liquidation judiciaire ?**

N° 41

## À la une

### Le périple du temps de travail des itinérants

note par Julien ICARD sous Cass. soc., 23 nov. 2022



*Prenant la mesure de la contrariété entre les approches européenne et française du temps de déplacement, la chambre sociale de la Cour de cassation ouvre la voie, pour les salariés itinérants, à une requalification de ce temps en temps de travail effectif et, partant, à l'application du régime afférent.*



© Yuri Bizgaimer

## Actualité

### PPI en juridiction : six mois de l'autre côté du miroir

focus

## Doctrine

### La réouverture des débats dans le procès civil

étude par Younes BERNAND

## Technique

### L'avertissement pénal probatoire

par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL

## Jurisprudence

### La délimitation du régime applicable au droit de visite simple du parent non hébergeant

note par Kamilia BENTAÏB sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 nov. 2022

## Gazette Spécialisée

### DROIT BANCAIRE

#### SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

##### • Myriam ROUSSILLE

*Agrégée des facultés de droit, professeure à l'université du Mans, directrice de l'IEJ du Mans*

##### • Guillaume VALDELIÈVRE

*Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation*

#### AVEC LA PARTICIPATION DE

Rodolphe BIGOT, Nicolas BOULLEZ, Amandine CAYOL, Julie CLAVEL-THORAVAL, Caroline HOUIN-BRESSAND, Sophie MOREIL, Juliette MOREL-MAROGER et Olivier SALATI



## Gazette du Palais

### Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé  
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti  
Présidente du Conseil scientifique :  
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie  
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach  
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc  
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville  
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : redactiongp@lexenso.fr

Abonnements :  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : abonnements@lexenso.fr

Publicité : benoit.favre@lexenso.fr  
Tél. : 01 40 93 40 68

**Tarifs 2023**  
\* Prix TTC au n° : 20 €  
+ frais de port  
\* Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 570,74 € TTC  
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC  
Journal, recueil + table : 764,73 €  
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC  
\* Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 645 €  
Journal, recueil + table : 859 €  
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr  
Twitter : @LexensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépôt légal à parution  
Imprimé par Duplication Mayenne, 733, rue Saint Léonard,  
53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres  
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),  
issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre  
pour un exemplaire : 689 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

**Projets d'articles** : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lexenso.fr  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lexenso.fr](http://www.labase-lexenso.fr)

## Actualité

GPL445h9 ■ Présentation des écritures : une charte plutôt qu'une réglementation	3
GPL445i0 ■ Écoles d'avocat : le M2 sera bientôt exigé	4
GPL445k5 ■ À Paris, le contrôle ordinal sur les sites internet se fera désormais a posteriori	5
GPL445i2 ■ Le tribunal judiciaire de Marseille en manque d'effectifs et d'un site unique	6
GPL445k9 ■ Réforme de la PJ : les trois inspections ont rendu leur rapport	7
GPL445o8 ■ PPI en juridiction : six mois de l'autre côté du miroir	9
GPL445n4 ■ Principe de loyauté de l'avocat et procédure non contradictoire libres propos par Thierry REVET et Stéphane LATASSE	11

## Doctrine

GPL444v1 ■ La réouverture des débats dans le procès civil étude par Younes BERNAND	14
---	----

## Technique

GPL445h1 ■ L'avertissement pénal probatoire étude par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL	18
--	----

## Jurisprudence

GPL444y4 ■ Le périple du temps de travail des itinérants note par Julien ICARD sous Cass. soc., 23 nov. 2022	20
GPL444v7 ■ La délimitation du régime applicable au droit de visite simple du parent non hébergeant note par Kamilia BENTAIIB sous Cass. 1 <sup>re</sup> civ., 16 nov. 2022	24
GPL444y6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	27
GPL444p0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	32
GPL445f1 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD	35
GPL445c3 ■ Chronique de jurisprudence de droit de l'environnement sous la direction de Marie-Pierre MAÎTRE avec la collaboration de Paul BRETTE, Marianne COUSTY, Brice CROTTET, Sophie EDLINGER, Laura GAZZARIN, Pauline HUCHON, Romain LEMAIRE, Isabelle MICHEL et Laura PICAVEZ <a href="https://lex.so/GPL445c3">https://lex.so/GPL445c3</a>	



## Aux marches du Palais

### Portrait

GPL445k8 ■ Stéphanie Chabauty, bâtonnière du barreau de Seine-Saint-Denis	36
---	----

## Gazette Spécialisée

<b>DROIT BANCAIRE</b> Sous la responsabilité scientifique de Myriam ROUSSILLE et Guillaume VALDELIÈVRE	37
--	----